calmes et fermes ; la majesté du droit l'a emporté sur la force brutale.

L'assemblée, un instant troublée, a repris ses travaux. Elle siège au milieu de vous, toujours grande, toujours forte, toujours prête à assurer le triomphe de la république, à réaliser pour les travailleurs les justes espérances que la révolution leur a données.

Aujourd'hui le crime est vaincu.

La garde nationale, la garde mobile, l'armée, toutes les forces sorties de Paris et de la banlieue ont chassé devant elles les conspirateurs insensés qui cachaient leurs complots contre la liberté sous le nom de la Pologne.

Citoyens, votre victoire a été sainte, car le sang de vos frères n'a pas coulé. Restez debout, restez armés, pour défendre, comme vous avez su le faire, la république contre l'anarchie.

Les hommes qui ont souillé le temple de la constitution apparaîtront désormais à la justice. La justice agit ; le pouvoir veille ; les coupables sont arrêtés.

Ayez foi dans l'avenir ; l'avenir n'a jamais manqué à la fidélité et au courage, et votre fidélité et votre courage sont éprouvés.

Le 17, le ministre de l'intérieur a adressé la dépêche télégraphique suivante aux commissaires des départemens :

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

« La tranquillité, troublée un moment avant-hier, est rétablie dans tout Paris, où règne le » meilleur esprit. Le citoyen Caussidière a donné » sa démission. La garde nationale occupe la » préfecture de police. La confiance renaît. Les » fonds ont subi une hausse considérable.

» Paris, 17 mai, 8 heures du matin. »

Le même jour, M. Bastide, ministre des affaires étrangères, a fait passer une note à tous les représentans des puissances étrangères à Paris. Dans cette note, après avoir raconté les événemens de la journée du 15, il leur dit que le gouvernement de la république est désormais en mesure de maintenir l'ordre et la tranquillité.

Dans la séance de l'Assemblée Nationale du 15 mai, M. Jules Bastide, ministre des affaires étrangères, a dit, en répondant à M. Wolowski : « Le gouvernement de 1848 » ne veut pas recommencer les fautes de la » République et de l'empire. Nous voulons la paix, a-t-il dit ; nous espérons » avoir bientôt un congrès des peuples libres. Nous attendrons, l'arme au bras, » qu'on vienne nous attaquer ; car, soyez » en sûrs, si un seul coup de fusil était tiré » par nous sur la frontière, on pourrait » soupçonner notre ambition, et les peuples se tourneraient contre nous. »

Pour éclairer le débat qui devait avoir lieu le 15 mai à l'Assemblée nationale, le ministre des affaires étrangères a déposé sur le bureau du président une série de pièces diplomatiques. On lit, à ce sujet dans le *Journal des Débats* du 14 :

« Plusieurs journaux ont répandu ou reproduit le bruit que le gouvernement avait ordonné une levée de 200,000 soldats, à prendre parmi les hommes de dix huit à trente ans. Nous ne connaissons rien, jusqu'à présent du moins, qui soit de nature à donner de la consistance à un pareil bruit. Au contraire, la correspondance qui a été déposée hier aux archives de l'assemblée nationale, nous paraît plutôt faite pour calmer les appréhensions qui s'en sont élevées à cet égard. Ainsi, dans les communications échangées entre l'ambassadeur de Sardaigne et le ministre des affaires étrangères de France, nous voyons le gouvernement français manifester l'intention formelle de ne point offrir à l'Italie une intervention qui n'est en aucune façon demandée. Cette correspondance a, il est vrai, près d'un mois de date, mais nous ne voyons rien qui soit de nature à changer les dispositions si formellement exprimées alors.

« Les extraits des dépêches relatives aux affaires de Pologne ne peuvent que causer l'impression la plus pénible. Nous ne pouvons malheureusement pas en contester la vérité, mais nous aurions pu désirer qu'elle fût exprimée avec plus de ménagemens. Cette correspondance doit détruire des illusions à ceux-là même qui en avaient le moins. Du reste, elle ne fait que confirmer, plus durement même que nous ne l'aurions voulu, les raisons que nous avons développées ailleurs. Nous ne savons si elle était destinée à la publicité qu'elle reçoit aujourd'hui ; cette diplomatie intime prend jour outre semblé, en d'autres tems, assez indiscrète et assez impudente ; mais, quant à nous, nous ne saurions nous plaindre en ce moment de voir la vérité si crûment exposée. Du moins, l'assemblée nationale pourra juger en connaissance de cause, si si elle est avengle, c'est qu'elle n'aura pas eu d'yeux pour voir. »

Voici les pièces diplomatiques qui concernent la Pologne :

Extrait des dépêches du chargé d'affaires de France à Berlin.

4 mai. — Dans la Pologne prussienne, les chefs se préparaient vers un chaos épouvantable. La population allemande, partout en armes, a brûlé le drapeau polonais en emprisonné les agitateurs dans les districts slaves. Les paysans se soulèvent contre les seigneurs, les massacrent, les chassent et peut-être de toutes les manières contre le retour du régime polonais, qu'ils regardent comme le rétablissement de l'ordre équestre.

En effet, le parti de l'insurrection polonaise est composé exclusivement de gentilshommes et de bourgeois polonais. Ce parti est en armes et parcourt la frontière annonçant l'intention de s'affranchir incessamment. Le prince Czartoryski perd toute influence sur ses compatriotes dont les violences à Berlin aliènent les sympathies des Allemands.

1er *mai.* — La haine la plus décidée entraîne aujourd'hui toutes les classes, et la croisade contre les Polonais est prêchée dans tous les clubs.

Des corps volontaires, armés et organisés pour l'armée du Schleswig, veulent partir maintenant pour la Posnanie au secours des Allemands ; ce ne sont plus les Polonais qu'on plaint ; mais les victimes allemandes massacrées à Cracovie.

L'Allemagne ne fera de long-tems rien pour la Pologne, et entreprendre aujourd'hui la restauration de la Pologne sans l'Allemagne, c'est l'exécuter contre l'Allemagne ; les Polonais eux-mêmes ne nous seraient d'aucun secours, occupés qu'ils sont à s'entre-déchirer.

3 *mai.* — La guerre se propage en Posnanie. Le 30 avril, Mieroslawski, attaqué dans son camp de Miloslaw par des forces prussiennes très supérieures, est resté maître du champ de bataille.

D'après tous les renseignemens pris avec le plus grand soin, il paraît certain 1° que la provocation matérielle est venue des Polonais, tant en Posnanie qu'à Cracovie ; 2° que leurs bandes désorganisées et leurs chefs, généralement inconnus, ne peuvent tenir nulle part contre les troupes allemandes ; 3° que le plan des auteurs de cette guerre est d'engager la France malgré elle, en compromettant son nom ; 4° que la nation allemande, presque entière, prend vivement fait et cause pour les gouvernemens qui la représentent, contre les Polonais ; 150 à 200 Polonais venus de France à Cracovie, et expulsés de cette ville le 25 avril, sont arrivés jusqu'aux portes de Berlin ; ils ont été désarmés et dirigés sur Magdebourg et sur Minden ; ils ont reçu des passeports pour la France.

Dans la duché de Posen, la guerre des races est ouverte. La race Slave peut périr malheureusement.

4 *mai.* — Quant à la Pologne, après la révolution de Berlin, sa cause a pu sembler gagnée ; elle l'était en effet pour ce qui pouvait venir des Allemands.

Ceux-ci voulaient de la meilleure foi reconstruire la Pologne comme un boulevard contre la Russie ; mais ils avaient calculé sans les Polonais, sans tenir compte de l'antipathie entre les deux races slave et germanique. Cette antipathie ne dérive pas d'un préjugé, ni d'une routine ; elle prend sa source dans les qualités élémentaires des deux peuples, dans les constitutions mentales, et ce qui est plus décisif, morales, qui reposent sur des bases opposées. Les Polonais se sont, en 1848, montrés ce qu'ils n'avaient pas cessé d'être ; les vues politiques qui ont amené la déchu de leur état au dix-septième siècle et sa dissolution au dix-huitième ont éclaté soudainement dans toutes leurs réunions, sur toutes leurs divisions territoriales.

Par dessus tout, l'impossibilité de former aucune combinaison entre les élémens germanique et polonais, a reçu de nouveau la sanction de l'expérience. Sans aucun doute, beaucoup de torts, et des torts graves, non seulement de détails, mais encore de fond, viennent dans cette occasion du côté des Allemands, surtout des employés, sans en excepter peut-être les conseillers de la couronne ; mais cela ne change rien au résultat produit et constaté.

L'Allemagne ne fera rien pour la reconstruction politique de la Pologne. Si la France veut employer la force des armes, l'Allemagne ne refusera pas le secours de la Russie à laquelle elle abandonnera la tâche d'écraser la nationalité polonaise, qui périrait immanquablement, quelle que soit l'issue d'une première campagne sur le Rhin.

Si la France n'attaque pas l'Allemagne, la Prusse ne permettra jamais aux Russes d'occuper Posen ; l'Autriche n'admettra jamais les Russes dans Cracovie.

6 *mai.* — La guerre civile désole toute la surface de la Pologne prussienne. Mieroslawski a levé le camp et commence une guerre de partisans ; il a à plusieurs reprises franchi les frontières russes.

A la guerre des races va se joindre une guerre des communions religieuses et une guerre de castes.

Mieroslawski veut essayer d'une émeute à Berlin, qui ne saurait manquer ; mais il compte surtout sur une manifestation armée que le prétexte de la Pologne ferait éclater à Paris, manifestation à laquelle travaillent sans relâche les étudians.

Diète polonaise à Breslaw. Le but réel c'est d'armer la Prusse contre la Russie, et la France contre la Prusse. D'ailleurs rien ne se continue dans guerre implacable, guerre sociale autant et plus encore que théologique et politique.

7 *mai.* — Mieroslawski s'est déclaré généralissime de la république de la Pologne. La guerre se poursuit avec acharnement, organisée par le parti démocratique seul.

En Gallicie, le peuple demeure obstinément attaché au gouvernement autrichien. Si l'insurrection éclate, le signal d'une jacquerie sera donné ; aux premiers actes d'agression de la France contre l'Allemagne, la Pologne périt. Un seul moyen reste de sauver l'avenir de la Pologne : calmer les esprits et réprimer toute tentative à main armée. Aujourd'hui, la France ne peut sauver la Pologne que par des négociations.

Mieroslawski, après s'être emparé du Burk, l'a pillé, incendié et abandonné. L'exaspération de la population allemande du duché est portée à son comble.

9 *mai.* — En Posnanie, la guerre a pris un caractère épouvantable. Nulle part on n'attend de quartier.

Les Polonais les plus violens, entre autres le comte Christian Ostrowski, conviennent unanimement qu'au premier signal des hostilités les paysans de la Gallicie massacreront les gentilshommes et se jèteront entre les bras des Russes.

Nous extrayons les faits qui suivent de notre *Correspondance Particulière* de Vienne du 23 mai :

AFFAIRES ITALO-AUTRICHIENNES.

Les nouvelles de l'armée ne sont rien moins que rassurantes. Après une feinte attaque contre Trévise, le général Nugent a abandonné ses troupes, sous prétexte de santé, et en a remis le commandement au général Turn, jusqu'à l'arrivée du général Welden du Tyrol. A l'heure qu'il est, ces troupes ont dû se retirer sur l'Isonzo.

A Palmanova, occupée par les insurgés, une ruse de guerre nous a coûté toute une légion de braves. La garnison de cette place, à l'aspect de nos troupes, avait arboré le pavillon blanc et ouvert la porte de place, de sorte que le colonel Stürmer, croyant à une reddition pure et simple, se mit en mesure de faire son entrée. Mais à peine se trouva-t-il, avec sa division, en face et à portée d'une batterie de canons, qu'un feu terrible à mitraille se fit entendre et joncha la terre de morts et de mourans.

Les nouvelles les plus récentes de Venise portent qu'une escadre napolitaine ayant 5,000 hommes de troupes de débarquement, était arrivée dans ce port, et que les quelques bâtimens autrichiens qui le bloquaient s'étaient retirés en toute hâte à Pola.

Le vaisseau anglais le *Terrible* avait également cinglé vers Trieste, pour garder une complète neutralité entre les deux parties belligérantes.

La flotte vénéto-napolitaine avait déclaré que les navires marchands autrichiens ne seraient point molestés.

Tous les renseignemens qui nous parviennent, s'accordent à présenter comme prochaine l'attaque de Peschiera par Charles Albert. Nous apprenons, d'un autre côté, que le maréchal Radetzky se préparait à tenter un coup de main contre Vicence.

SITUATION DE VIENNE.

Au départ du courrier de Vienne, la réaction, dans cette capitale, était devenue complète. L'aristocratie y avait à-peu-près repris ses anciens pouvoirs et son ancienne influence. Le ministère était devenu plus puissant que jamais, par la division surgie entre les bourgeois et les étudians, entre ceux-ci et les ouvriers des faubourgs.

L'Université avait cessé d'exister ; la position peut-être unique dans l'histoire que ce corps enseignant s'était acquise dans l'espace de quelques mois, il l'a perdue, et pour jamais peut-être, en quelques jours.

Point de nouvelles de l'Empereur. Tous les jours partaient des adresses à S. M. I., pour la prier de retourner dans sa capitale.

Le ministère déployait la plus grande énergie pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité.

Les ambassadeurs et les chargés d'affaires des puissances étrangères avaient été prévenus qu'en l'absence de S. M. I. ils auraient à traiter avec le cabinet, qui assumait la responsabilité des mesures qui pourraient être prises.

Une loi provisoire et répressive des écarts de la presse était déjà en voie d'exécution, par les soins d'un jury dont les membres ne paient aucun cens et sont pris indistinctement parmi les citoyens de toutes confessions.

Le ministère des finances venait d'être divisé en 4 sections dont une comprend la chancellerie aulique.

Les craintes d'une banqueroute qui se manifestaient dans le Public, avaient en grande partie disparu, à la suite de l'annonce faite par le ministère que des millions en or et en argent étaient incessamment attendus de Londres et de Francfort.

FRANCFORT.

L'ouverture de l'assemblée nationale a eu lieu le 18 mai, à Francfort.

Le président âgé, M. le docteur Lange, du Hanovre, a ouvert la séance par une courte allocution adoptée à la circonstance, sur quoi l'assemblée s'est déclarée constituée.

Il a été donné lecture d'une lettre de félicitations adressée par la diète et ainsi conçue :

La force des événemens extraordinaires, le désir qui s'est hautement manifesté dans notre patrie et, ce qui en a été le résultat, l'appel des gouvernemens, ont conduit ici, dans cette heure solennelle, une assemblée telle qu'il n'en existe pas de pareille dans l'histoire de notre pays.

L'ancienne vie politique a été ébranlée dans ses fondements et il s'élève un nouveau pouvoir, salué par les acclamations et la confiance de tout le peuple allemand : *le parlement allemand.*

Les gouvernemens allemands et leur organe commun, la diète, unis avec le peuple allemand dans un égal amour pour notre grande patrie et sincèrement attachés à l'esprit nouveau du siècle, tendent la main, en témoignage de bien-venue, aux représentans de la nation et désirent que leur travaux aient des résultats prospères.

Francfort s. M., le 18 mai 1848.

LA DIÈTE.

En son nom :

Le président COLLOREDO.

DUCHÉ DE POSEN.

L'insurrection du Duché de Posen est terminée. Le 9 mai a été conclue entre le lieutenant-général de Wedell et le colonel polonais Brzezanski une capitulation dont voici les points principaux :

1° Les insurgés posernt les armes ;

2° Les émigrans et les étrangers, à quelque nation qu'ils appartiennent, seront conduits dans un dépôt entre l'Elbe et la Weser, et obtiendront, s'ils le désirent, des passeports pour la France ;

3° Les ressortissans du grand-duché seront réunis suivant leurs cercles, conduits sous escorte auprès de leurs conseillers de cercle respectifs et renvoyés chez eux.

4° Les déserteurs de la ligne et de la landwehr seront transportés à Posen et recommandés à la clémence du roi.

5° Le 10 de ce mois, les insurgés seront réunis à Piatkowo-Czarne, où ils posèrent les armes.

DUCHÉ DE SCHLESWIG-HOLSTEIN.

D'après le *Journal des Débats* du 12 mai, les affaires du Duché de Schleswig-Holstein seraient près de recevoir une solution ; voici ce que dit cette feuille :

« On sait que le gouvernement anglais a proposé sa médiation dans le différend de la Prusse avec la Danemark, au sujet des provinces de Schleswig et Holstein. Voici, dit-on, quelles seraient les propositions d'arrangement faites par le gouvernement anglais. Le prince de Hesse, héritier de la ligne féminine par sa mère, la princesse Charlotte de Danemarck, et qui est en ce moment à Londres, consentirait à renoncer à tous ses droits au trône du Danemark. D'un autre côté, le représentant de la ligne masculine collatérale est le duc d'Augustenbourg, aujourd'hui en armes contre le roi de Danemark. Il un fils de dix-neuf ans, qui serait adopté comme héritier présomptif par le roi de Danemark. Les droits contestés se trouveraient ainsi réunis sur une seule tête, et la monarchie danoise resterait intacte.

La question de succession réglée, reste la question de l'accession du Holstein et de Schleswig à la confédération germanique. Il serait d'abord exigé que les troupes prussiennes se retirassent des deux duchés, et ensuite le roi de Danemark, sur la prière des habitans, pourrait autoriser la partie allemande du Schleswig à entrer avec le Holstein dans la confédération germanique. Mais, d'après les explications données par le *Times*, il ne saurait être question de la séparation totale des duchés de Schleswig et de Holstein de la monarchie danoise.

On n'a pas oublié que lord Palmerston avait annoncé, le 8 mai, au parlement anglais, que la médiation du cabinet britannique avait été acceptée par la Prusse et le Danemark.

BERLIN.

D'après la *Gazette de Spener*, la vive agitation qui régnait à Berlin dans la journée du 15 mai, par suite du rappel du prince Frédéric de Prusse, avait complètement cessé à la date du 17. Cette feuille dit que l'ordre public a été maintenu grâce au concours énergique de la garde nationale.

Dans un grand meeting tenu le 15 à Cologne, les provinces prussiennes du Rhin ont solennellement protesté contre le retour et la succession du prince de Prusse.

MADRID.

D'après les lettres de Madrid du 12 mai, des visites domiciliaires ont lieu tous les jours dans cette capitale. Les principaux chefs de la conspiration du 9 y sont encore cachés. Le conseil des ministres a décidé que le ministre des affaires étrangères donnerait par écrit l'ordre à l'autorité civile de Madrid de se transporter dans les hôtels occupés par les ministres de Belgique et de Danemark, afin de les visiter entièrement. On savait positivement dans le public que depuis vingt-quatre heures M. Salamanca était caché dans une de ces deux légations ; c'est ce qui a motivé l'adoption de cette grave mesure exceptionnelle. Le comte de Vista Hermosa, chef politique de Madrid, a visité avec soin les deux hôtels, et il s'est retiré sans avoir trouvé aucun personnage suspect. M. Salamanca n'a cependant pas quitté Madrid. On s'attend à des réclamations des ministres de ces deux légations.

(Correspondances particulières.)

MACÉDOINE. SALONIQUE, 31 *mai.* — Depuis la pacification de l'Albanie, Djouléka, craignant de faire sa soumission, se tenait soigneusement caché tantôt dans une maisonnette aux pieds d'une colline, et tantôt sur la montagne, sous les vêtements d'un simple albanais. Abandonné par tous, il ne pouvait certainement donner aucun souci au gouvernement ; mais il n'en est pas moins vrai que chaque personne en place désirait pouvoir s'emparer de ce rebelle pour s'en faire un mérite au yeux du gouvernement ottoman. Darbhor-Réchid pacha a beaucoup tenté dans ce but, mais il ne lui a pas été donné de l'atteindre. Le mérite de la prise de Djouléka était réservé à Emin pacha son successeur. Les recherches que ce Muchir a fait faire, viennent d'obtenir le plus heureux résultat. Djouléka a fini par être arrêté et est allé se jeter aux pieds d'Emin pacha, en sollicitant sa miséricorde et le pardon de ses fautes. On écrit d'Okhrida, le 27 mai, qu'on l'attendait d'un moment à l'autre en cette ville où Emin pacha se trouvait encore. — Des lettres très récentes de Larisse confirment la capture de Djouléka.

D'autres lettres d'Okhrida, du 13-25 du courant, annoncent qu'Emin pacha avait passé en revue toute la troupe qui y tient garnison, et qu'il lui faisait faire tous les jours de grandes manœuvres. — On croit savoir que cet infatigable Muchir fera une tournée d'inspection dans d'autres villes pour faire participer les diverses garnisons au fruit de ses talens et de ses labeurs. — Sous un chef instruit comme l'est Emin pacha, l'armée de Roumélie ne pourra que faire des progrès rapides.

On écrit de Monastir, que Zia pacha, gouverneur civil de cette ville, continue à s'occuper activement des affaires courantes qui s'accumulent en grand nombre, et qu'à la grande satisfaction des Turcs et des Chrétiens, il rend à chacun la justice qui lui est due.

M. le consul d'Autriche a célébré hier, 30, la fête de son souverain, en réunissant chez lui les nationaux qui ont souscrit, chacun à volonté, pour les autels et les besoins extraordinaires de l'Etat. Il va sans dire que les consuls des alliances n'ont manifesté concourir à cette fête. Le brick de guerre turc de station a fait, à midi, le salut royal.

Par circulaire en date de ce jour, M. le consul de Sardaigne a porté à la connaissance de MM. les consuls des puissances étrangères, qu'il fera arborer, demain jeudi, à 8 heures du matin, le pavillon tricolore italien surmonté de l'écusson de Savoie, désormais celui du Royaume constitutionnel de Sardaigne.

Démir pacha, gouverneur de Kustendyl en Bulgarie, et qui a si bien mérité de ses armes, est depuis trois jours à Salonique, et s'embarquera ce soir sur le *Pakis* Chérifed pour se rendre à Constantinople. Démir pacha a sollicité son rappel pour cause de santé. On sait combien est mal-sain l'air de Kustendyl. Autorisé par son gouvernement, Démir pacha a confié provisoirement l'administration de Kustendyl à Mehémet agas Tchébibi-Oglou, personnage influent du pays, jusqu'à la nomination d'un colmakam titulaire.

Hifzy Moustapha pacha vient d'établir à Salonique un service régulier de pompiers, avec l'emploi du droit de capitation.

SYRIE. BEYROUTH, 16 *mai.* — Les nouvelles qu'offre cette contrée se réduisent cette fois à peu de choses. On dit que notre gouverneur général, Moustapha pacha, se propose d'aller dans quelques jours visiter le pays confié à son administration.

Dans ces derniers jours, le harem de Haggi Kiamili pacha, qui était resté ici, est allé rejoindre S. Exc. à Damas.

Le 14 du courant, est arrivé d'Alexandrie et de Jaffa, le bateau à vapeur anglais le *Nouveauty*. Ce vapeur marche très-lentement. On dit qu'il a mis trois jours de Jaffa à Beyrouth, tandisque les barques du pays n'emploient quelquefois que 24 heures pour faire le même trajet.

M. Alexandre Laurella, chancelier du consulat de Toscane, vient de nous quitter pour aller faire une petite excursion à Damas et à Balbeck.

Le 10 de ce mois, nous avons joui de la vue d'un magnifique arc-en-ciel. Après un orage assez fort, l'épais brouillard qui couvrait le firmament se dissipa. Le temps s'éclaircit. La fureur des vents, qui souffaient de tous les côtés, se ralentit. La pluie, qui tombait en plaines et jaillissait en cascades du haut des montagnes, cessa et ne ressembla plus qu'à une légère rosée. Le soleil se faisait voir à travers des nuages que dissipait un vent frais et modéré. Ses rayons se jouant à travers de petites gouttes de pluie dont l'air était encore surchargé, semblaient le diviser d'une infinité de couleurs brillantes et formaient un arc-en-ciel des plus beaux !

A sa vue, les indigènes criaient, et témoignaient leur admiration par des exclamations et des gestes pleins de joie très-expressives. Ils s'empressaient d'aller aux mosquées exprimer leur reconnaissance au ciel, et lui adresser leurs vœux.

Les orientaux regardent l'apparition de l'arc-en-ciel comme un signe de bonheur et un gage assuré d'un règne durable et prospère.

EGYPTE. ALEXANDRIE, 19 *mai.* — Le vice-roi continue de résider à Alexandrie. S. A. jouit d'une santé parfaite.

Ibrahim pacha, après avoir passé quelques jours à Damiette, est retourné au Caire. Galtice bey est resté dans la première de ces deux villes, aux fortications de laquelle il consacre toute son activité. Des levées de troupes continuent à avoir lieu dans toutes les provinces de l'Egypte sans exception.

On ne parle ici que d'un malheureux événement qui se serait accomplis quelques jours derniers à Syouth. Sélim pacha, gouverneur de cette ville, aurait été tué par le frère d'un arabe que ce fonctionnaire avait, dit-on, fait mourir à coups de bâton.

Le 16, le bateau à vapeur direct du Lloyd Autrichien de Trieste, est arrivé à Alexandrie, d'où il ne partira qu'après l'arrivée des dépêches attendues de Bombay.

La situation commerciale de notre place est toujours la même, c'est-à-dire sans affaires.

GRÈCE. ATHÈNES, 31 *mai.* — La révolte de la Pléiotide a été étouffée dans le sang des rebelles, qui a coulé dans la nuit du 20 au 21 de ce mois. Au moment même où le gouvernement apprenait cette heureuse nouvelle, un avis officiel l'informait par contre, que le 23, Lysandre Villaétis avait, lui aussi, levé l'étendart de la révolte, à la tête de 600 hommes. Mais il est à croire que cette tentative ne réussira pas mieux que les précédentes.

Le fameux Hérodi qui, dans l'assemblée nationale du 15 septembre, voulait aller planter le pavillon hellénique, au faîte de la mosquée de Sainte-Sophie à Constantinople, n'a pu tenir deux jours contre les troupes royales ; il est venu se cacher dans le bois d'oliviers d'Athènes où il a été pris comme un poulet, et livré aux tribunaux de cette ville se sa délivrance.

Rien n'est encore décidé relativement à l'envoi d'un ministre à Constantinople. Cette mesure préoccupe sérieusement le cabinet, à l'heure qu'il est. Le nouveau représentant aura-t-il pour mission de justifier les calomnies que le gouvernement hellénique s'est plu à lancer contre les autorités turques ?

On attend, de jour en jour, sir Stratford Canning à Athènes. L'arrivée de ce diplomate est regardée par quelques uns comme devant influer sur la marche des affaires de ce pays.

Le général Aupick, ministre de France à Constantinople, n'est resté à Athènes qu'un seul jour ; il a eu une audience du roi, et a continué sa route, après avoir visité les monumens antiques de cette capitale.

Le ministre turc est hors de danger ; on a extrait tous les morceaux de plomb qui avaient pénétré dans la partie du bras blessée, mais le malade ne sera complètement soulagé que lorsqu'on aura également extrait du sa plaie les portions d'os fracturés qu'elle renferme.

L'assassin de M. Musuros est toujours entre les mains de l'autorité hellénique.

EXTERIEUR.

FRANCE. PARIS, 21 *mai.* — C'est aujourd'hui que doit avoir lieu, au champ-de-mars, la grande Fête de la Fraternité, où tous les départemens de la France seront représentés par des délégués. D'après le programme qui a été publié par le *Moniteur*, jamais fête n'aura été plus belle.

— L'Assemblée nationale a voté son reglement intérieur, et s'est occupée de la nomination des commissions chargées de l'examen de divers projets de lois. Celle qui doit rédiger la Constitution est ainsi composée :

M. de Cormenin, ancien député, président du conseil d'Etat ;

M. Armand Marrast, maire de Paris ;

M. l'abbé de Lamennais ;

M. Vivien, ancien député, ancien ministre de la justice, ancien vice-président du conseil d'Etat ;

M. Alexis de Tocqueville, ancien député, membre de l'institut, auteur de *De la Démocratie en Amérique* ;

M. Dufaure, ancien député, ancien ministre des travaux publics ;

M. Boissel (de Strasbourg) ancien député, avocat à la cour de cassation ;

M. Woirhaie, procureur général à la Cour d'appel de Metz ;

M. Coquerel, pasteur de l'Eglise réformée ;

M. Corbon, rédacteur de l'*Atelier*, vice-président de l'Assemblée Nationale ;

M. Tourret (de l'Allier), ancien député, agronome ;

M. Dupin, ancien député, procureur général à la Cour de cassation ;

M. Gustave de Beaumont, ancien député, ancien